

Compagnie Pétrolière
Impériale Ltée
1880-1980

Rapport de l'assemblée
annuelle des actionnaires,
Toronto, le 25 avril 1980

BUSINESS LIBRARY

AUG 5 1980

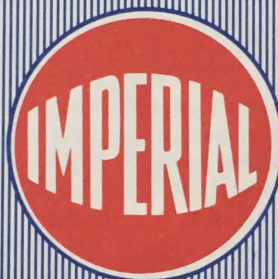
IMPERIAL OIL LIMITED

Table des matières

Page

Élection des administrateurs et nomination des vérificateurs et des dirigeants	2
Autonomie énergétique du Canada, par J. A. Armstrong	3
Rapport des administrateurs, par J. G. Livingstone	4
Rapport des vérificateurs, par W. A. Macdonald	5
Interventions des actionnaires	6

Les observations de MM. Armstrong, Livingstone, et Macdonald, sont ici résumées. On peut s'en procurer le texte intégral en s'adressant au directeur des Relations avec les investisseurs, Compagnie Pétrolière Impériale Ltée, 111 avenue St. Clair ouest, Toronto, Canada, M5W 1K3.



L'assemblée annuelle des actionnaires de la Compagnie Pétrolière Impériale Ltée a eu lieu à l'hôtel Royal York de Toronto, le 25 avril 1980, en présence de 1 042 actionnaires et autres personnes. L'assemblée a eu pour invités spéciaux 140 élèves et leurs instituteurs de trois écoles secondaires de Toronto et d'une autre de Barrie.

Les 106 487 964 actions représentées en personne ou par procuration équivalaient à 81,43 p. cent des actions émises et en circulation. Des 39 837 007 actions non détenues par Exxon Corporation, 15 556 368 (39,5 p. cent) étaient représentées à l'assemblée.

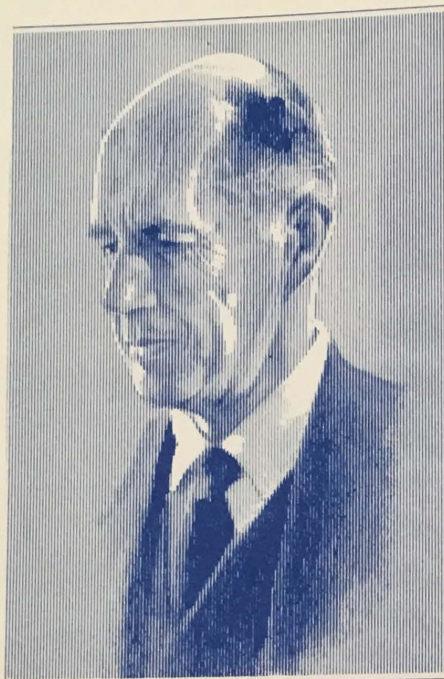
Au cours de l'assemblée, le président du Conseil, J. A. Armstrong, a fait part de l'intention de la compagnie d'offrir à tous les actionnaires inscrits à la clôture le 16 mai 1980, a-t-on appris ultérieurement, de nouvelles actions de classe A. La date d'expiration de l'offre a été fixée au 11 juin, à moins d'avis contraire. Ces actionnaires avaient ainsi l'occasion de souscrire une nouvelle action pour chaque bloc de cinq actions de classe A ou B détenues. Le prix de chaque nouvelle action a été fixé à \$33.

Quelque 26,2 millions d'actions ont ainsi été offertes. Si tous les droits de souscription sont exercés, le produit de la compagnie serait d'environ 865 millions de dollars, somme qui serait ajoutée au fonds de fonctionnement et appliquée aux dépenses en immobilisations et d'exploration.

Cette offre sans précédent au Canada constitue la première émission d'actions de l'Impériale depuis près de vingt-cinq ans. C'est un témoignage de l'engagement de la compagnie dans l'exploration et la mise en valeur des ressources naturelles du Canada, engagement que l'on prévoit atteindre la somme de 1 milliard de dollars en 1980 seulement.

Rapport de l'assemblée annuelle

Élection des administrateurs et nomination des vérificateurs et des dirigeants



W. J. Young,
vice-président principal

Les actionnaires ont élu les administrateurs suivants: J. A. Armstrong, J. B. Buchanan, P. Des Marais II, J. W. Flanagan, M. Kovitz, J. G. Livingstone, D. D. Loughheed, W. A. Macdonald, V. Sirois, et W. J. Young. L'assemblée a adopté à l'unanimité la résolution qui nomme Price Waterhouse & Cie vérificateurs de la compagnie jusqu'à la clôture de la prochaine assemblée annuelle.

À une réunion du conseil d'administration qui a suivi l'assemblée annuelle, J. A. Armstrong a été renommé président du Conseil et directeur général. On a également renommé J. G. Livingstone président de la compagnie.

J. W. Flanagan, D. D. Loughheed, V. Sirois, et W. J. Young ont été renommés vice-présidents principaux.

Ont été maintenus au poste de vice-président et dirigeant: R. E. Landry, A. M. Lott, D. H. MacAllan, G. R. McLellan, A. G. Moreton, G. A. Rogers, P. Stauff, T. H. Thomson, et W. A. West. Le secrétaire général est D. H. MacAllan: le contrôleur, G. R. McLellan; le chef du Contentieux, G. A. Rogers et le trésorier, A. M. Lott. Le secrétaire général est R. J. Michaelides et les secrétaires adjoints, J. A. Ellis, L. G. French et J. W. Platts. Les contrôleurs adjoints sont J. E. Burns et W. D. West. Le trésorier adjoint est S. B. L. Penrose.



J. W. Flanagan,
Vice-président principal



J. B. Buchanan,
administrateur

Autonomie énergétique du Canada, par J. A. Armstrong

L'autonomie énergétique du Canada sous toutes ses formes est possible d'ici la fin du siècle. C'est ce qu'a affirmé J. A. Armstrong, président du Conseil de l'Impériale. Prenant la parole à l'assemblée annuelle de la compagnie, M. Armstrong a déclaré que le pays peut atteindre l'autonomie énergétique plus tôt que prévu "s'il se consacre réellement à cette tâche".

Il a fait appel à tous les Canadiens pour qu'ils regardent la réalité économique en face. Il n'y a qu'une seule alternative: nous consommons ou bien du pétrole importé et coûteux ou bien du pétrole canadien et coûteux. "Il serait illusoire de croire que le pétrole canadien est bon marché", a-t-il dit. Ce n'est qu'un mythe - un mythe qui s'est révélé très dispendieux.

M. Armstrong a souligné qu'en 1980, les Canadiens dépenseront près de 3 milliards de dollars en brut importé, c'est-à-dire plus de \$100 par habitant. "Je me demande combien de gens se rendent compte de ce que cet argent produirait s'il était dépensé au Canada".

"Chaque région, chaque secteur de l'industrie, chaque couche de la société bénéficiera des retombées de la mise en valeur de nos ressources naturelles. Nous devons réaliser que plutôt que de se complaire dans le rôle d'innocentes victimes de la situation internationale, nous avons la chance unique au Canada d'en tirer parti." La lutte pour l'autonomie énergétique créera 350 000 emplois et entraînera des dépenses en matériel de 120 milliards de dollars, poursuit M. Armstrong.

M. Armstrong a fait appel aux efforts concertés des gouvernements, de l'industrie de l'énergie et du public canadien pour relever le défi. Le gouvernement fédéral, de concert avec les provinces, aura un rôle important à jouer dans la définition des choix énergétiques du Canada.



J. A. Armstrong,
président du Conseil et directeur général



M. Kovitz,
administrateur

Il a ajouté que le public assumera sa part de responsabilités non seulement en étant conscient du coût réel que représente l'énergie aujourd'hui mais aussi en participant au mouvement d'économie de l'énergie. "L'économie de l'énergie, c'est l'affaire de chacun.

Quant à l'industrie, elle "doit reconnaître qu'un placement d'argent convainc plus qu'un beau discours, montrer sa bonne volonté à investir dans de nouveaux projets et en assumer les risques". M. Armstrong affirme que l'industrie a déjà une bonne feuille de route au titre du réinvestissement de son bénéfice. "En 1978, dernière année pour laquelle nous disposons de statistiques officielles, l'industrie a réinvesti 5,4 milliards de dollars dans les dépenses en immobilisations et d'exploration en comparaison de sa marge d'autofinancement après les taxes et redevances de 5 milliards de dollars."

Tourné vers 1995, M. Armstrong a prédit que si nous assumons ces responsabilités, le pays aura atteint son autonomie énergétique et sera en mesure de profiter de son extraordinaire potentiel dans tous les secteurs de son économie.

"Un château en Espagne? Je vous assure que ce ne sera pas le cas si les Canadiens ont le courage et la détermination de tirer pleinement parti des immenses ressources qu'ils ont le bonheur de posséder. L'heure du choix est arrivée, alors que nous avons encore une certaine marge de manoeuvre."

Signalant enfin que l'Impériale célèbre cette année son centenaire, M. Armstrong prévoit que sa compagnie participera pleinement à l'avenir énergétique du Canada au cours des 100 prochaines années. "J'aimerais que les actionnaires présents à l'assemblée annuelle lors du deux centième anniversaire de la compagnie soient aussi impressionnés par les succès remportés au cours des 100 prochaines années que nous le sommes aujourd'hui par notre passé."

Rapport des administrateurs, par J. G. Livingstone

Si la population canadienne n'arrive pas à freiner sa consommation d'énergie, il est sûr que le pays éprouvera des difficultés d'approvisionnement. C'est ce qu'a déclaré le président de la Compagnie Pétrolière Impériale Ltée, J. G. Livingstone, dans le rapport des administrateurs à l'assemblée annuelle de la compagnie.

Dans un appel aux Canadiens pour l'autonomie énergétique grâce à l'économie, la substitution, et à leur détermination, M. Livingstone a prévenu les actionnaires que "nous ne saurions plus nous permettre de croire que nous vivons dans un paradis privilégié de l'énergie à bon compte".

Selon M. Livingstone, c'est en économisant l'énergie que nous pourrions le mieux faire face, dans l'immédiat, aux pénuries: "Les mesures d'économie nous permettront de prolonger nos réserves actuelles de pétrole, de réduire notre dépendance à l'égard des importations à caractère incertain et de tenir le coup d'ici à la mise en production véritable des sables pétrolifères et des gisements des régions-frontières".

La substitution au pétrole liquide par le gaz naturel et l'hydro-électricité constituera une solution de plus en plus privilégiée, surtout pour l'usage domestique et certains usages industriels à tel point que, de 40 p. cent de la consommation d'énergie, la part du mazout pourrait baisser, selon M. Livingstone, à 25 p. cent d'ici la fin du siècle.

"À ces mesures d'économie et de substitution" enchaîne-t-il, "il faut cependant ajouter la ferme détermination de concrétiser les possibilités énergétiques du pays. Il doit y avoir un consensus national pour laisser l'industrie rechercher et mettre en valeur les réserves pétrolières de l'Ouest canadien et des régions-frontières."

"Il faut bien nous avouer que le pétrole à bon compte, ça n'existe plus, tout simplement plus" poursuit M. Livingstone. "Aussi est-il impérieux que la population canadienne affronte dès maintenant la réalité, pendant que nous avons encore le temps de planifier, plutôt que de nous voir imposer des sacrifices et des privations lorsque la situation sera



J. G. Livingstone,
président



D. D. Loughheed,
vice-président principal

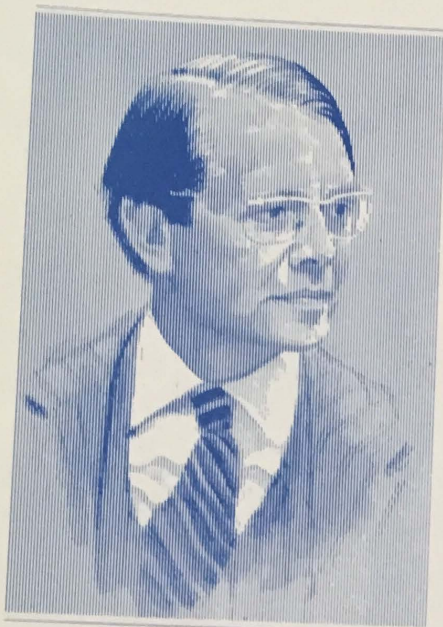
devenue à ce point périlleuse qu'il faudra la prendre en main".

M. Livingstone s'est dit confiant qu'en prenant les trois mesures précitées, nous arriverons à relever les défis et à tirer parti des possibilités que présentera l'avenir énergétique du Canada. Il a évoqué, en outre, les résultats exceptionnels de la compagnie pour l'année 1979 ainsi que l'essor prometteur qu'elle a connu dans un certain nombre de secteurs.

En 1979, l'Impériale a:

- réalisé un bénéfice consolidé qui a atteint le chiffre record de 493 millions de dollars, soit une augmentation de 57 p. cent par rapport à 1978;
- investi des sommes sans précédent dans son programme "critique" d'exploration pétrolière et gazière, qui a amené un certain nombre de découvertes;
- fait des acquisitions qui la placent en excellente posture dans certains des nouveaux gisements les plus prometteurs de pétrole et de gaz dans l'Ouest canadien;
- approfondi son étude des possibilités de forage aux confins de l'Arctique, dans la région du delta du Mackenzie et de la mer de Beaufort et au large du littoral atlantique;
- reçu, de la part de la Commission albertaine de conservation des ressources énergétiques, l'approbation du projet des sables pétrolifères de Cold Lake, ce qui permettra à la compagnie d'en tenir l'exécution à jour;
- réalisé, dans le secteur des produits pétroliers, des bénéfices qui ont doublé par rapport à ceux de l'an dernier, grâce au rapport entre l'offre et la demande et à l'attention assidue accordée à l'accroissement de l'efficacité;
- vu le bénéfice après impôts de sa division Esso Chimie atteindre le chiffre record de 68 millions de dollars, par suite de l'augmentation de ses ventes au pays et des percées importantes réalisées sur les marchés américain et internationaux.

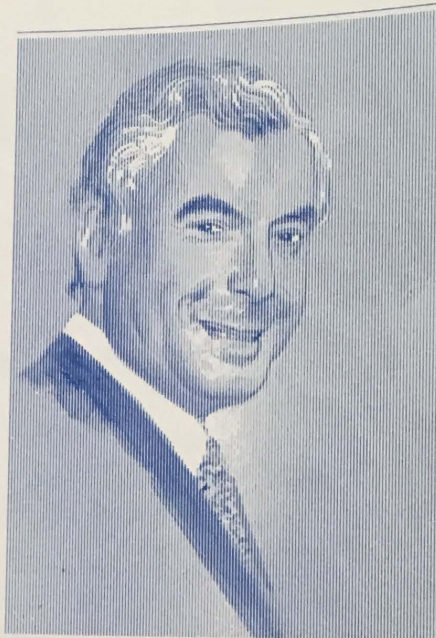
Rapport des vérificateurs, par W. A. Macdonald



W. A. Macdonald,
administrateur



V. Sirois,
vice-président principal



P. Des Marais II,
administrateur

Les compagnies et les média doivent trouver de meilleures méthodes de présentation des bénéfices afin d'en faciliter l'interprétation par le public. Tel est le message qu'a livré W. A. Macdonald, président du comité de vérification, lors de l'assemblée annuelle.

"L'intérêt commun repose sur une saine interprétation des faits", a affirmé M. Macdonald dans le rapport du comité de vérification. Aussi longtemps, poursuit-il, que la présentation des bénéfices se limitera à quelques lignes dans la presse, ils seront mal perçus. Les bénéfices seront mal interprétés s'ils sont présentés hors contexte, sans tenir compte de l'inflation et de leur affectation en termes de nouveaux investissements, de création d'emplois, de contribution aux revenus de l'État et de leur signification en fonction du rendement du capital investi.

"Le défi de 1980 consiste à trouver de meilleures méthodes pour présenter quotidiennement l'information sur les entreprises."

En passant en revue les activités de son comité, M. Macdonald a souligné plusieurs modifications dans le rapport annuel de 1979 visant à en faciliter l'interprétation par les actionnaires et le public.

Il a tout d'abord fait remarquer les détails supplémentaires sur les secteurs d'activité et sur les réserves de brut et de gaz naturel, fournis pour la première fois dans le rapport de cette année.

Ensuite, l'état consolidé de l'évolution de la situation financière a été révisé. On a en effet utilisé un style de présentation sans précédent pour une compagnie et le plus explicite possible.

M. Macdonald a enfin signalé que la portée de l'inflation sur les résultats financiers n'apparaît pas dans le rapport annuel de 1979 en raison du problème toujours présent et irrésolu posé par la recherche de méthodes de présentation de l'information financière simples et instructives. "Nous sommes toutefois résolus à traiter de nouveau de l'inflation dans le prochain rapport annuel."

En ce qui concerne les équipes de vérification interne et externe, M. Macdonald a soutenu que les tâches de vérification et de contrôle de l'équipe de vérification interne devraient augmenter de 10 p. cent, pour atteindre les 500 jours/homme en 1980. "Ces chiffres tiennent compte des travaux de vérification considérables consacrés aux principaux projets comme ceux de Cold Lake et de Judy Creek."

Price Waterhouse & Cie, ont été renommés vérificateurs pour 1980. Cette firme prévoit consacrer, comme en 1979, environ 1 700 jours/homme à la vérification de la compagnie, a conclu M. Macdonald.

Interventions des actionnaires

Onze actionnaires ont pris la parole à l'assemblée annuelle et cinq des étudiants invités se sont levés pour faire des remarques ou poser des questions. Voici certaines interventions des actionnaires.

John Morley a calculé que le pourcentage du dividende versé par l'Impériale a fléchi de près de 40 p. cent à 32 p. cent. Il s'est informé des possibilités d'augmenter les dividendes. Le président du Conseil, Jack Armstrong, a signalé que le dividende a été porté de 25 cents par action au cours du premier trimestre de 1979 à 35 cents au cours du premier trimestre de 1980. Il est important que les actionnaires obtiennent un rendement raisonnable de leur avoir, a-t-il poursuivi, mais la compagnie compte sur des fonds importants pour ses projets d'investissement et sur la bonne volonté des actionnaires d'appuyer les investissements en cours.

Répondant à M. Carr sur le rôle de l'Impériale dans la mise en valeur des sources d'énergie renouvelable, le président du Conseil, J. A. Armstrong, a souligné que la compagnie se tient au courant des recherches sur la conversion de la biomasse en combustible, comme le méthanol et le gazohol, ainsi que sur l'énergie solaire. "Nous augmentons nos subventions à la recherche universitaire de même que notre budget de recherche dans ce secteur", a-t-il ajouté.

Richard James a demandé ce que les pétroliers géants et les forages en mer auraient comme effets sur l'environnement.

Le président du Conseil a convenu qu'il s'agit de questions graves mais il considère toutefois que le bien-être de l'humanité et l'aide mondiale en valent les risques, risques qui ne sont d'ailleurs pas pris inconsciemment, froidement ou sans égard pour les conséquences éventuelles.

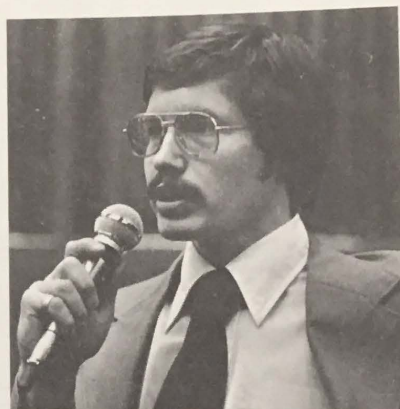
D'autres actionnaires ont signalé la difficulté de comprendre la présentation de l'information en unités métriques, l'importance de l'économie de l'énergie, l'avantage d'un fractionnement d'actions et un pourcentage plus élevé du dividende versé, le désir de recevoir des souvenirs du centenaire de la compagnie et enfin quelques-unes des répercussions des relations de l'Impériale avec Exxon Corporation qui détient 69,6 p. cent des actions de l'Impériale.



J. G. Livingstone, président, présente le rapport des administrateurs où apparaissent des résultats d'exploitation records et des solutions aux pénuries.



Des élèves de trois écoles secondaires de Toronto et Barrie étaient invités.



R. G. Ferguson, actionnaire, interroge sur l'exploration dans l'Atlantique.



Un nombre record de 1 042 actionnaires et invités étaient présents.



Mme Marianne Kennedy, actionnaire, souligne l'urgence des économies d'énergie.